

TPF 2020 64

15. Extrait de l'arrêt de la Cour des plaintes dans la cause A., alias A1., contre Office fédéral de la justice du 16 avril 2020 (RR.2020.80)

Extradition; droit applicable; conditions de détention

Art. 3 CEDH, art. 2 EIMP

Droit applicable aux procédures d'extradition à la France (consid. 1). Procédure selon le Système d'information Schengen (SIS) pour établir/vérifier l'identité de la personne recherchée (consid. 3.2.1). Grievs concernant les faits tels que présentés dans la demande d'extradition (consid. 3.2.2). Analyse des conditions de détention en France, en particulier, sous l'angle de la surpopulation carcérale. Effets en ce qui concerne la procédure d'extradition (consid. 4).

Auslieferung; anwendbares Recht; Haftbedingungen

Art. 3 EMRK, Art. 2 IRSG

Auf Auslieferungsverfahren an Frankreich anwendbares Recht (E. 1). Verfahren gemäss Schengener Informationssystem (SIS) zur Feststellung/Überprüfung der Identität der gesuchten Person (E. 3.2.1). Rügen betreffend die Darstellung des Sachverhalts im Auslieferungersuchen (E. 3.2.2). Analyse der Haftbedingungen in Frankreich, vor allem mit Blick auf die Überbelegung der Gefängnisse. Auswirkungen auf das Auslieferungsverfahren (E. 4).

Estradizione; diritto applicabile; condizioni di detenzione

Art. 3 CEDU, art. 2 AIMP

Diritto applicabile alle procedure d'estradiione alla Francia (consid. 1). Procedura in base al Sistema d'informazione Schengen (SIS) per stabilire/verificare l'identità della persona ricercata (consid. 3.2.1). Censure relative all'esposto dei fatti contenuto nella domanda di estradizione (consid. 3.2.2). Analisi delle condizioni detentive in Francia, in particolare sotto il profilo del sovraffollamento carcerario. Conseguenze in ambito estradizionale (consid. 4).

Résumé des faits:

Le 26 octobre 2019, la France a inscrit A., recherché en vue de poursuites pénales pour des faits qualifiés par l'État réquérant d'évasion, dans le Système d'Information Schengen (SIS) afin qu'il soit arrêté en vue d'extradition. Le 8 novembre 2019, le Bureau SIRENE (*Supplementary Information Request at the National Entry*) Suisse a communiqué au Bureau SIRENE France que la comparaison des empreintes digitales avait permis de déterminer que la personne recherchée par les autorités requérantes était connue, en territoire helvétique, sous le nom de A1. Le 18 novembre 2019, le Bureau SIRENE France a complété sa demande en transmettant de la documentation additionnelle en lien avec la condamnation de A. à une peine privative de liberté de trois ans. Le 19 novembre 2019, alors que A. était détenu à Genève pour les besoins d'une procédure helvétique (sous l'identité de A1.), l'Office fédéral de la justice (OFJ) a ordonné son arrestation provisoire afin qu'il puisse être auditionné quant à la requête des autorités françaises. Entendu par le Ministère public de la République et canton de Genève (MP-GE) le 22 novembre 2019, A. s'est opposé à une extradition simplifiée au sens de l'art. 54 de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'entraide internationale en matière pénale (loi sur l'entraide pénale internationale, EIMP; RS 351.1). Toujours le 22 novembre, les autorités françaises ont été informées de la localisation de l'intéressé en Suisse et ont été invitées à transmettre une demande formelle d'extradition. Le 6 janvier 2020, l'extradition de l'intéressé pour, d'une part, l'exécution des deux peines privatives de liberté et, d'autre part, pour des poursuites pénales pour des faits d'évasion a été formellement requise. Le 8 janvier 2020, l'OFJ a transmis au MP-GE la documentation extraditionnelle reçue des autorités françaises pour qu'elle soit portée à la connaissance de A. lors d'une audition. L'OFJ précisait, à cette occasion, qu'en cas de poursuite de la procédure d'extradition les faits relatifs à l'évasion ne seraient pas pris en compte. Un mandat d'arrêt en vue d'extradition, destiné à assurer la détention de l'intéressé à l'issue de la procédure pénale helvétique, a également été émis à cette même date. Entendu par le MP-GE le 14 janvier 2020, A. s'est vu notifier le mandat d'arrêt en vue d'extradition et a réitéré son refus d'être extradé. Par décision du 7 février 2020, l'OFJ a accordé l'extradition de A. à la France. Le 11 mars 2020, A. recourt contre la décision précitée et conclut, en substance, à son annulation, au refus de l'extradition requise par les autorités françaises et, subsidiairement, au renvoi de la cause à l'OFJ.

La Cour des plaintes a rejeté le recours.

Extrait des considérants:**1.**

1.1 Les procédures d'extradition entre la Suisse et la France sont prioritairement régies par la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 (CEEextr; RS 0.353.1) entrée en vigueur pour la Suisse le 20 mars 1967 et pour la France le 11 mai 1986 et par l'Accord du 10 février 2003 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à la procédure simplifiée d'extradition et complétant la CEEextr (RS 0.353.934.92) entré en vigueur par échange de notes le 1^{er} janvier 2006. Les art. 59 ss de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 (CAAS; n. CELEX 42000A0922[02]; Journal officiel de l'Union européenne [ci-après: JO] L 239 du 22 septembre 2000, p. 19–62; texte non publié au RS, mais disponible sur le site de la Confédération suisse sous la rubrique «Recueil de textes juridiques sur les accords sectoriels avec l'UE» onglet «8.1. Annexe A» <https://www.admin.ch/opc/fr/european-union/international-agreements/008.html>) s'appliquent également à l'entraide pénale entre la Suisse et la France (arrêt du Tribunal pénal fédéral RR.2008.296 du 17 décembre 2008 consid. 1.3), de même que les art. 26 ss de la Décision 2007/533/JAI du Conseil du 12 juin 2007 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du Système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II; JO L 205 du 7 août 2007, p. 63–84 [ci-après: Décision 2007/533/JAI]) et les dispositions correspondantes du Règlement (UE) 2018/1862 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale, modifiant et abrogeant la décision 2007/533/JAI du Conseil, et abrogeant le règlement (CE) n. 1986/2006 du Parlement européen et du Conseil et la décision 2010/261/UE de la Commission (JO L 312 du 7 décembre 2010, p. 56–106 [v. art. 79 p. 103]; textes disponibles *in site* précité onglet «8.4. Développements de l'acquis Schengen»), appliqué provisoirement par la Suisse dès le 28 décembre 2019 (v. Échange de notes du 20 décembre 2018; RS 0.362.380.086). Les dispositions de la Convention relative à l'extradition entre les États membres de l'Union européenne du 27 septembre 1996 – en vigueur dès le 5 novembre 1996 – (n. CELEX 41996A1023[02]; JO C 313 du 23 octobre 1996, p. 12 ss), en relation avec la Décision 2003/169/JAI du Conseil du 27 février 2003 (n. CELEX 32003D0169; JO L 67 du 12 mars 2003, p. 25 ss), s'appliquent également dans le cadre de l'entraide pénale entre la Suisse et la France (textes disponibles *in site* susmentionné onglet «8.2. Annexe B»); étant précisé que les dispositions du CAAS n'affectent

pas le champ d'application plus large des accords en vigueur entre la France et la Suisse (art. 59 par. 2 CAAS).

Pour le surplus, l'EIMP et son ordonnance d'exécution du 24 février 1982 (OEIMP; RS 351.11) règlent les questions qui ne sont pas régies, explicitement ou implicitement, par la CEEextr (ATF 130 II 337 consid. 1; 128 II 355 consid. 1 et la jurisprudence citée). Le droit interne s'applique en outre lorsqu'il est plus favorable à l'octroi de l'extradition que le droit international (principe «de faveur»; ATF 142 IV 250 consid. 3; 140 IV 123 consid. 2; 137 IV 33 consid. 2.2.2; 136 IV 82 consid. 3.1). Le respect des droits fondamentaux est réservé (ATF 135 IV 212 consid. 2.3; 123 II 595 consid. 7c; TPF 2008 24 consid. 1.1).

3. Dans une deuxième série de griefs, qu'il convient de traiter globalement au vu de leur contenu, le recourant considère que l'OFJ a procédé à une constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents au sens de l'art. 49 let. b de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA; RS 172.021). Il affirme que les éléments retenus par ce dernier sont en contradiction manifeste avec la réalité; que les photographies de «qualité médiocre» transmises par les autorités françaises ne permettent pas d'établir avec la certitude requise une concordance d'identité; que les autorités requérantes – contrairement à ce que prétend l'OFJ – ne font nullement état de la présence d'empreintes ADN ou de traces papillaires permettant d'établir, de manière indubitable, la concordance d'identité entre A1. et A.; que les autorités françaises n'ont pas communiqué à leurs homologues helvétiques toutes les informations à leur disposition (géolocalisation en temps réel); que le dossier des autorités requérantes a été construit «artificiellement» sur la base des informations compilées par les autorités genevoises; que le récit de l'évasion de A., est «hautement improbable», sa crédibilité étant «sujette à caution»; et, que la «séquence temporelle» ne résiste pas «à un examen critique de la situation» puisque lors de la commission des infractions en France, le recourant était poursuivi pénalement par les autorités genevoises, autorités du canton où il séjournait.

3.1 À titre liminaire il convient de rappeler qu'en application des principes de la confiance et de la bonne foi internationale régissant les relations entre États, il est généralement admis que l'État requis se fie aux explications fournies par l'État requérant (LUDWICZAK GLASSEY, *Entraide judiciaire internationale en matière pénale*, 2018, n. 56). La bonne foi doit également être respectée par les États dans l'accomplissement de leurs devoirs internationaux (ATF 121 I 181 consid. 2c/aa et référence citée). Un examen de la documentation fournie par l'État requérant peut exceptionnellement

avoir lieu dans les cas où la violation flagrante du droit procédural étranger fait apparaître la demande d'extradition comme un abus de droit; ce qui permettrait, de surcroît, de douter de la conformité de la procédure étrangère aux droits fondamentaux de la défense (arrêt du Tribunal fédéral 1A.15/2002 du 5 mars 2002 consid. 3.2).

3.2 En l'occurrence, il convient d'examiner les divers griefs soulevés sous ce chapitre par le recourant.

3.2.1 Ce dernier s'en prend, en premier lieu, à la procédure ayant permis à l'OFJ d'établir l'identité de A., alias A1. Il affirme que les autorités requérantes ne font aucune référence à la présence de traces papillaires et que la qualité des photographies transmises ne permet pas d'établir une concordance d'identité.

3.2.1.1 L'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du SIS II sont régis par divers instruments. Parmi ceux-ci, la Décision 2007/533/JAI, la Décision 2008/333/CE de la Commission du 4 mars 2008 portant adoption du manuel SIRENE et d'autres mesures d'application pour le système d'information Schengen de deuxième génération (JO L 123 du 8 mai 2008, p. 1–38 [ci-après: Décision 2008/333/CE]) ou la Décision d'exécution 2013/115/UE de la Commission du 26 février 2013 relative au manuel SIRENE et à d'autres mesures d'application pour le système d'information Schengen de deuxième génération (JO L 71 du 14 mars 2013, p. 1–36 [ci-après: Décision 2013/115/UE]; textes disponibles *in site* précité *supra* consid. 1.1 onglet «8.4. Développements de l'acquis Schengen»). Les instruments précités, qui s'appliquent également en Suisse (Décision 2008/333/CE, p. 2 ch. 13; Décision 2013/115/UE, p. 2 ch. 14), établissent la procédure à suivre lors des échanges d'informations entre les États (v. Décision 2008/333/CE, p. 14, 26 à 29; Décision 2013/115/UE, p. 16, 25 à 28). Quant à la partie helvétique du SIS, elle est régie, entre autres, par certaines dispositions de la loi fédérale du 13 juin 2008 sur les systèmes d'information de police de la Confédération (LSIP; RS 361) et par l'ordonnance du 8 mars 2013 sur la partie nationale du Système d'information Schengen (N-SIS) et sur le bureau SIRENE (ordonnance N-SIS; RS 362.0 [v. art. 355e du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP; RS 311.0)]; Décision 2007/533/JAI, art. 4 et 7; Décision 2008/333/CE, p. 9 et 10; Décision 2013/115/UE, p. 9 et 10).

3.2.1.2 À teneur de la Décision 2007/533/JAI, «[l]es données relatives aux personnes recherchées en vue d'arrestation aux fins de remise sur la base d'un mandat d'arrêt européen ou recherchées en vue d'une arrestation aux

fins d'extradition sont introduites [*dans le SIS II*] à la demande de l'autorité judiciaire de l'État membre signalant» (art. 26 par. 1). Parmi les données à fournir doivent figurer le(s) nom(s), prénom(s) ou pseudonymes, les signes physiques particuliers, les photographies, les empreintes digitales, le motif du signalement, l'autorité signalante, les mesures à prendre et le type d'infraction (v. Décision 2007/533/JAI, art. 20). Lorsqu'il s'agit de photographies et d'empreintes digitales, elles ne seront introduites qu'après avoir été soumises à un contrôle de qualité spécifique visant à garantir le respect des normes minimales en matière de qualité (Décision 2007/533/JAI, art. 22 let. a; v. Décision 2008/333/CE, p. 25, ch. 2.13.5; Décision 2013/115/UE, p. 24, ch. 2.13.4).

3.2.1.3 Il ressort du dossier à disposition de la Cour de céans que les autorités françaises ont procédé, le 26 octobre 2019, à un signalement par le biais du Formulaire A – utilisé pour des recherches ciblées géographiquement. Ce signalement, tendant à l'arrestation aux fins de remise ou d'extradition, était destiné aux États membres de l'espace Schengen (v. spéc. Décision 2008/333/CE, p. 26, ch. 2.17.1; Décision 2013/115/UE, p. 25, ch. 2.14.1).

Après réception du formulaire susmentionné, le bureau SIRENE Suisse a transmis les informations au bureau compétent de Fedpol qui, après avoir effectué les analyses nécessaires, a obtenu une réponse positive (v. art. 354 CP; art. 16 LSIP; art. 18 ordonnance N-SIS). SIRENE Suisse a dès lors adressé, le 8 novembre 2019, un Formulaire M – utilisé notamment lorsqu'un État membre ajoute un alias ou pour communiquer l'endroit où se trouve la personne recherchée – à son homologue français (v. Décision 2008/333/CE, p. 26 et 29, ch. 2.17.1 et 3.8; Décision 2013/115/UE, p. 23, 25 à 27, ch. 2.11.2, 2.14.1, 3.4, 3.8 et 3.9). Ce document précisait que le résultat positif avait été obtenu lors de la consultation de l'AFIS (système automatique d'identification des empreintes digitales) et que la personne recherchée était connue en Suisse sous le nom de A1. (v. art. 7 al. 1 de l'ordonnance du 6 décembre 2013 sur le traitement des données signalétiques biométriques [RS 361.3]).

Le 22 novembre 2019, le Formulaire G – utilisé lors de l'échange d'informations en cas de réponse positive – (v. Décision 2008/333/CE, p. 18 et 29, ch. 2.3 et 3.8; Décision 2013/115/UE, p. 19 et 27, ch. 2.3 et 3.8) a été adressé par les autorités helvétiques au bureau SIRENE France. Ce formulaire, qui fait également référence à l'obtention d'une réponse positive quant à la personne recherchée («*hit*»; v. versions anglaises de la Décision 2008/333/CE, p. 14; Décision 2013/115/UE, p. 16), sollicite des autorités

requérantes, entre autres, le dépôt d'une demande formelle d'extradition. La France a formellement requis l'extradition le 6 janvier 2020.

3.2.1.4 *In casu*, force est de constater que le grief du recourant selon lequel l'autorité requérante ne fait aucune référence à des empreintes digitales, la concordance ayant été établie sur la base de photographies de «qualité médiocre», est infondé. C'est précisément parce que ses empreintes digitales ont été fournies par les autorités françaises que les autorités helvétiques ont pu, après consultation de l'AFIS, arriver à la conclusion que la personne recherchée était connue en Suisse comme A1. (Formulaire M). À souligner, sur ce point, que des règles de qualité doivent être respectées lors de l'insertion de photographies ou d'empreintes digitales dans le SIS II. Ainsi, les données relatives aux empreintes digitales doivent être conformes au format «ANSI/NIST – ITL 1-2000, mis en œuvre pour les besoins d'Interpol». Quant aux photographies, qui ne peuvent servir «qu'à confirmer l'identité d'une personne trouvée» à la suite d'une consultation dans le SIS II, elles doivent aussi respecter des normes de qualité (Décision 2008/333/CE, p. 25, ch. 2.13.5; Décision 2013/115/UE, p. 24, ch. 2.13.4). Dans les cas où les spécialistes ayant accès aux données jugent que leur qualité n'est pas suffisante – ce qui n'est pas le cas en l'espèce –, le bureau SIRENE transmet l'information à l'État Schengen qui a émis le signalement dans les 10 jours (art. 39 al. 3 ordonnance N-SIS). Enfin, aucun élément ne permet de mettre en doute la véracité du résultat obtenu par les experts de Fedpol, leurs compétences ou la qualité de leur travail.

3.2.1.5 Au vu de ce qui précède, les griefs du recourant sont rejetés.

3.2.2 Le recourant considère ensuite que les autorités françaises n'ont pas communiqué aux autorités suisses les informations concernant la géolocalisation de la personne recherchée à Genève; que le dossier a été construit «artificiellement» pour créer une concordance d'identités; que le récit de l'évasion est «hautement improbable» et, qu'il ne pouvait se trouver en France pendant la période lors de laquelle les infractions ont été commises puisqu'il séjournait à Genève, lieu où il était poursuivi pénalement par les autorités locales.

3.2.2.1 À teneur des art. 12 par. 2 let. b CEEextr et 28 al. 3 let. a EIMP, la demande d'extradition doit être accompagnée d'un exposé des faits pour lesquels l'extradition est demandée, précisant le temps, le lieu et la qualification juridique des faits poursuivis (v. ég. art. 10 al. 2 OEIMP). L'autorité requérante n'est en revanche pas tenue de fournir des preuves à l'appui de ses allégations (ATF 132 II 81 consid. 2.1). Il suffit que ces

dernières ne soient pas entachées d'invéraisemblances, d'erreurs ou de lacunes manifestes, immédiatement établies (ATF 125 II 250 consid. 5b; 117 Ib 64 consid. 5c et les arrêts cités; arrêts du Tribunal fédéral 1A.17/2005 du 11 avril 2005 consid. 2.1 et 1A.26/2004 du 10 mai 2004 consid. 2.1; arrêt du Tribunal pénal fédéral RR.2010.246 du 22 décembre 2010 consid. 7.2). L'art. 13 CEEextr précise que si les informations communiquées par l'État requérant se révèlent insuffisantes pour permettre à l'État requis de prendre une décision en application de la Convention précitée, cette dernière partie demandera les compléments d'informations nécessaires et pourra fixer un délai pour leur obtention.

3.2.2.2 En l'espèce, la motivation figurant dans la demande d'extradition française respecte pleinement les exigences légales rappelées dans le considérant qui précède. Sont ainsi décrits, de manière détaillée, les agissements du recourant ayant abouti aux condamnations prononcées par le Tribunal Correctionnel de Marseille les 8 et 25 novembre 2019. Quant aux griefs soulevés par le recourant, ils sont infondés pour les raisons qui suivent:

a) Il ne peut être reproché aux autorités françaises de ne pas avoir fourni les informations concernant le lieu où se trouvait la personne recherchée. Le Formulaire A précise que c'est grâce à un renseignement anonyme qu'il a été possible de géolocaliser A. à Genève, l'adresse de la personne susceptible de l'avoir hébergé étant toutefois inconnue.

b) Aucun élément ne permet de mettre en doute les circonstances lors desquelles l'évasion de plusieurs détenus s'est produite à Marseille. Cela ressort non seulement de l'exposé des faits produit par l'autorité requérante – qui ne souffre d'aucune invraisemblance ou contradiction manifeste –, mais également des divers articles des journaux français qui font état de l'évasion de quatre détenus le 14 octobre 2019 [...]. De surcroît, l'OFJ a refusé, dans sa décision du 7 février 2020, l'extradition à des fins de poursuites pénales pour évasion, cette dernière ne constituant pas une infraction passible d'une peine privative de liberté au sens du Code pénal suisse, mais uniquement de mesures disciplinaires au sein de l'établissement de détention.

c) Aucun élément n'étaye, ne serait-ce qu'au niveau de la vraisemblance, les dires du recourant selon lesquels il séjournait à Genève lors de la commission des infractions en France. Lorsque l'intéressé mentionne que les faits décrits dans la demande d'extradition sont en contradiction flagrante avec les faits retenus par le MP-GE, ce dernier ayant considéré

que le recourant a «persisté à séjourner sur le territoire suisse [entre le 2 février 2018 et le 7 novembre 2019] alors qu’il faisait l’objet d’une expulsion judiciaire», il perd de vue, d’une part, que les frontières entre la Suisse et la France sont aisément franchissables puisque, depuis l’entrée en vigueur des accords de Schengen, la Suisse a cessé de contrôler systématiquement les personnes aux postes-frontières à l’intérieur de l’espace Schengen. D’autre part, lorsque le MP-GE mentionne, le 11 novembre 2019, que le recourant a «persisté» à séjourner en territoire helvétique, il ne fait nullement référence au fait que ce dernier aurait séjourné exclusivement et de manière ininterrompue en Suisse. Au contraire, il constate que nonobstant l’expulsion judiciaire prononcée par le Tribunal de police de Genève le 28 novembre 2017 (et dont le début de l’exécution était fixé au 2 février 2018) et le 7 novembre 2019 (date de l’interpellation), le recourant est resté en Suisse et cela nonobstant l’interdiction de le faire. Les autorités genevoises précisent, d’ailleurs, que «depuis une date indéterminée en 2019» et jusqu’au jour de son interpellation, le recourant a fait usage d’une carte d’identité italienne falsifiée. Il appert donc que c’est à tort que l’intéressé considère que les faits retenus par le MP-GE entrent en collision avec ceux mentionnés par les autorités françaises et que le dossier à son encontre a été construit artificiellement. Il n’apporte, d’ailleurs, aucun élément permettant de conforter ses dires quant au fait qu’il se trouvait à Genève lors de la commission des diverses infractions en France (7 et 8 novembre 2018 et 1^{er} août 2019) ou lors de l’évasion à Marseille (le 14 octobre 2019).

3.2.2.3 Partant de ce qui précède, les griefs du recourant sont rejetés.

4. Dans un troisième grief, le recourant fait valoir que les conditions de détention en France ne seraient pas conformes aux exigences prévues par les art. 3 CEDH et art. 10 al. 3 Cst. Il se prévaut de la jurisprudence rendue par la Cour européenne des droits de l’homme (CourEDH), laquelle aurait constaté, à diverses reprises, des violations de l’art. 3 CEDH en lien avec les conditions de détention dans les prisons françaises (arrêts de la CourEDH dans les causes J.M.B. et autres c. France du 30 janvier 2020, n. 9671/15 et 31 autres; Canali c. France du 25 avril 2013, n. 40119/09). Pour ce motif, la Suisse devrait rejeter la demande d’extradition, sous peine de violer gravement ses engagements internationaux en matière de droits fondamentaux. L’OFJ ne partage pas cet avis et considère que le grief relatif à une possible violation de l’art. 3 CEDH est mal fondé, le recourant n’apportant aucun élément concret le touchant directement et permettant de croire à une violation de la disposition susmentionnée en cas d’extradition.

4.1

4.1.1 Les États Parties à la CEEextr s'engagent à se livrer réciproquement les individus poursuivis pour une infraction ou recherchés aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté par les autorités judiciaires de la Partie requérante (art. 1 CEEextr). Donnent lieu à l'extradition les faits punis par les lois de la Partie requérante et de la Partie requise d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté privative de liberté d'au moins un an ou d'une peine plus sévère (art. 2 par. 1, 1^{re} phrase CEEextr; art. 35 al. 1 EIMP). Lorsqu'une condamnation à une peine est intervenue ou qu'une mesure de sûreté a été infligée sur le territoire de la Partie requérante, la sanction prononcée devra être d'une durée d'au moins quatre mois (art. 2 par. 1, 2^e phrase CEEextr).

Lorsque les conditions de la CEEextr sont remplies, la Partie requise n'a pas de pouvoir discrétionnaire pour accorder ou refuser l'extradition (ATF 122 II 485 consid. 3a et c; arrêt du Tribunal fédéral 1A.9/2001 du 16 février 2001 consid. 3a; arrêts du Tribunal pénal fédéral RR.2018.153 du 10 juillet 2018 consid. 3.1; RR.2015.203 du 3 août 2015 consid. 2.2; v. Rapport explicatif du Conseil de l'Europe de la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957, *in* <https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/treaty/024>, p. 5). Des exceptions à l'obligation d'extrader ne sont admises que si elles sont prévues par les dispositions de la CEEextr ou, le cas échéant, par d'autres règles internationales (ATF 122 II 485 consid. 3a et c; arrêt du Tribunal fédéral 1A.9/2001 précité *ibidem*). Seule une autre règle internationale – contraignante pour la France et pour la Suisse – peut, s'agissant de motifs particulièrement graves, justifier un refus exceptionnel d'extrader.

4.1.2 En droit interne, l'art. 2 EIMP a pour but d'éviter que la Suisse ne prête son concours, par le biais de l'entraide judiciaire ou de l'extradition, à des procédures qui ne garantiraient pas à la personne poursuivie un standard de protection minimal correspondant à celui offert par le droit des États démocratiques, défini en particulier par la CEDH ou le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques (en vigueur pour la Suisse dès le 18 septembre 1992 et pour la France depuis le 4 février 1981 [Pacte ONU II; RS 0.103.2]), ou qui heurteraient des normes reconnues comme appartenant à l'ordre public international. Parmi ces droits figurent l'interdiction de la torture ainsi que des traitements cruels, inhumains ou dégradants (art. 3 CEDH; art. 7 Pacte ONU II; v. ég. art. 10 al. 3 Cst.).

La Suisse elle-même contreviendrait à ses obligations internationales en extradant une personne à un État où il existe des motifs sérieux de penser qu'un risque de traitement contraire à la Convention ou au Pacte susmentionnés menace l'intéressé (ATF 130 II 217 consid. 8.1 et références citées; 123 II 161 consid. 6a; 123 II 595 consid. 5c; 123 II 511 consid. 5a; 122 II 140 consid. 5a; 121 II 296 consid. 3b). Comme cela résulte du libellé de l'art. 2 EIMP, cette règle s'applique à toutes les formes de coopération internationale (v. ATF 129 II 268 consid. 6.1; 123 II 595 consid. 5c; TPF 2010 56 consid. 6.3.2).

Si la CEDH ne garantit pas, en tant que telle, le droit de ne pas être expulsé ou extradé (ATF 144 I 266 consid. 3.2; 123 II 279 consid. 2d), il n'en demeure pas moins que lorsqu'une décision d'extradition porte atteinte, par ses conséquences, à l'exercice d'un droit garanti par cette Convention, elle peut, s'il ne s'agit pas de répercussions trop lointaines, faire jouer les obligations d'un État contractant au titre de la disposition correspondante (ATF 129 II 100 consid. 3.3). La Suisse se doit donc d'examiner si les exigences en matière de respect des droits fondamentaux sont respectées même lorsqu'il s'agit d'une extradition en vertu de la CEEextr.

4.1.3 L'examen des conditions posées par l'art. 2 EIMP implique un jugement de valeur sur les affaires internes de l'État requérant, en particulier sur son régime politique, sur ses institutions, sur sa conception des droits fondamentaux et leur respect effectif, ainsi que sur l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire (ATF 126 II 324 consid. 4a; 125 II 356 consid. 8a; 123 II 161 consid. 6b; 111 Ib 138 consid. 4). Le juge de la coopération doit faire preuve à cet égard d'une prudence particulière (ATF 125 II 356 consid. 8a; TPF 2008 56 consid. 3.3 *in fine*). Il ne suffit pas que la personne accusée dans le procès pénal ouvert dans l'État requérant se prétende menacée du fait d'une situation politico-juridique spéciale; il lui appartient de rendre vraisemblable l'existence d'un risque sérieux et objectif d'une grave violation des droits de l'homme dans l'État requérant et la menaçant de manière concrète (ATF 130 II 217 consid. 8.1; 123 II 161 consid. 6b; arrêts du Tribunal pénal fédéral RR.2009.24 du 6 mai 2009 consid. 4.1 et la jurisprudence citée). Lorsque les irrégularités alléguées se rapportent à une procédure pénale qui, dans l'État requérant, a déjà été clôturée, il incombe à celui qui allègue des atteintes à ses droits fondamentaux de démontrer spécifiquement les violations qui ont eu lieu (RR.2012.23 du 2 août 2012 consid. 5.2.5).

4.1.4 En matière d'extradition, la jurisprudence distingue les États à l'égard desquels il n'y a en principe pas de doute à avoir quant au respect des droits

de l'homme, ceux pour lesquels une extradition peut être accordée moyennant l'obtention de garanties particulières et, enfin, les États vers lesquels une extradition est exclue compte tenu des risques concrets de traitement prohibé (ATF 135 I 191 consid. 2.3; 134 IV 156 consid. 6.7; arrêt du Tribunal fédéral 1C_176/2014 du 12 mai 2014 consid. 4.1; v.

CHARRIÈRE, Extradition et garanties diplomatiques: examen de la pratique suisse, en particulier lorsque l'extradable a été jugé par défaut dans l'Etat requérant, PJA 2016, p. 879 ss, 882). La première catégorie regroupe les pays à tradition démocratique (en particulier les pays occidentaux) qui ne présentent aucun problème quant au respect des droits de l'homme et, partant, sous l'angle des art. 3 CEDH ou art. 7 Pacte ONU II. L'extradition à ces pays n'est subordonnée à aucune condition. Tombent dans la seconde catégorie les pays dans lesquels il existe des risques de violations des droits humains ou des principes fondamentaux, mais qui peuvent être éliminés ou à tout le moins fortement réduits grâce à la fourniture de garanties diplomatiques par le pays de destination, de telle sorte que le risque résiduel demeure à un stade purement théorique. Pour cette seconde catégorie d'États, un risque abstrait de violations ne suffit pas pour refuser l'extradition, sans quoi la Suisse ne pourrait plus accorder l'extradition à ces pays, ce qui aurait pour effet que les délinquants en fuite pourraient se soustraire à la justice, sapant ainsi les fondements de l'extradition. Enfin, font partie de la troisième catégorie, les pays pour lesquels il existe des motifs tout à fait concrets permettant de penser qu'un danger de torture menace l'extradable, danger que même l'obtention d'assurances ne permettrait pas d'éliminer ou, à tout le moins, de réduire. Dans ces cas, l'extradition est exclue (ATF 135 I 191 consid. 2.3; TPF 2010 56 consid. 6.3.2).

In casu, la France fait partie des États à tradition démocratique auxquels l'extradition est accordée sans condition (v. arrêts du Tribunal pénal fédéral RR.2017.10 du 22 février 2017 consid. 3.4; RR.2013.42 du 7 mai 2013 consid. 3.2) et il n'y a pas lieu de revenir sur ce point.

4.2 Nonobstant ce qui précède, il convient de relever divers éléments s'agissant de la situation du système carcéral français.

4.2.1 La CourEDH a condamné, à plusieurs reprises, la France pour des violations de l'art. 3 CEDH dans les établissements de privation de liberté. Ces affaires concernent l'effet cumulé de la promiscuité et des manquements aux règles d'hygiène ayant provoqué chez une personne en détention préventive à la prison de Nancy – qui a fermé ses portes depuis lors – des sentiments de désespoir et d'infériorité propres à l'humilier (arrêt

Canali précité, n. 25, 53); les conditions de saleté, vétusté ou l'absence de lumière suffisante lors de la détention d'une personne en quartier disciplinaire (arrêt de la CourEDH dans la cause Payet c. France du 20 janvier 2011, n. 19606/08, n. 80 à 85); les transfère­ments répétés, la prolongation de la mise à l'isolement ainsi que les fouilles corporelles intégrales d'une personne soumise à une surveillance accrue (arrêt de la CourEDH dans la cause Khider c. France du 9 juillet 2009, n. 39364/05, n. 133); ou les fouilles intégrales accompagnées d'inspections anales se fondant sur la présomption que tout détenu qui revenait du parloir dissimulait des objets ou substances prohibés (arrêt de la CourEDH dans la cause Frérot c. France du 12 juin 2007, n. 70204/01, n. 47, 48).

Dans un arrêt récent, la CourEDH a estimé, en particulier, que la majorité des requérants n'avait pas disposé de l'espace personnel minimal pendant l'intégralité de leur détention (3 m²) et que ce fait était aggravé par l'absence d'intimité lors de l'utilisation des toilettes. Pour ceux qui avaient disposé d'un espace personnel supérieur à celui précité, les établissements n'offraient pas, de manière générale, des conditions d'enfermement décentes (liberté de circulation, activités suffisantes hors cellule). Malgré une évolution de la jurisprudence, la surpopulation carcérale et la vétusté de certaines infrastructures faisaient obstacle à la possibilité de faire cesser, par le biais des recours offerts aux détenus, pleinement et immédiatement les atteintes graves aux droits fondamentaux. Au vu de ces éléments, la CourEDH a considéré que les art. 3 (interdiction de la torture) et 13 (droit à un recours effectif) CEDH avaient été violés dans les Centres pénitentiaires de Fresnes, Nîmes, Nice, Ducos (Martinique), Baie-Mahault (Guadeloupe) et Faa-Nuutania (Polynésie [v. arrêt J.M.B. et autres précité, n. 220, 221, 263, 266, 269, 281, 285, 290, 295, 297, 301 et 302]).

Le taux d'occupation du système pénitentiaire français est, au 1^{er} janvier 2020, de 115,7% (<https://www.prisonstudies.org/country/france>; v. ég. Rapport au Gouvernement de la République française relatif à la visite effectuée en France par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants [CPT] du 7 avril 2017, *in* <https://rm.coe.int/1680707074>). À cette même date, le taux de surpopulation (hommes) dans les Maisons d'arrêt des six établissements précités a – à l'exception de celui de Baie-Mahault – reculé par rapport à celui dont il est fait mention dans l'arrêt de la CourEDH susmentionné. Selon l'Observatoire international des prisons (OIP), il atteint 162.9% à Fresnes, 203.4% à Nîmes, 171% à Nice, 158.8% à Ducos, 247.7% à Baie-Mahault et 257% à Faa-Nuutania (<https://oip.org/sinformer/etablissements/>).

4.2.2 Au-delà de la situation dans les Centres pénitentiaires précités, la CourEDH a recommandé à la France l'adoption de mesures générales pour permettre la «résorption définitive de la surpopulation carcérale», l'objectif étant de garantir aux détenus des conditions de détention conformes à l'art. 3 CEDH. Quant à la Loi n. 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (Journal officiel de la République française n. 0071 du 24 mars 2019 [ci-après: Loi n. 2019-222]), la CourEDH a estimé qu'elle comporte des dispositions de politique pénale et pénitentiaire qui pourraient avoir un impact positif s'agissant de la réduction du nombre de personnes incarcérées (arrêt J.M.B. et autres précité, n. 316; v. art. 46 CEDH).

4.2.3

4.2.3.1 En ce qui concerne plus spécifiquement le Centre pénitentiaire des Baumettes (Marseille) où le recourant considère qu'il sera «redirigé» en cas d'acceptation de la demande d'extradition, il convient de relever que la CourEDH a considéré, s'agissant de l'ancien établissement – le nouveau centre pénitentiaire ayant été mis en service en mai 2017 –, que les violences commises à l'encontre d'une personne privée de liberté portaient atteinte à l'art. 3 CEDH (arrêt de la CourEDH dans la cause Alboreo c. France du 20 octobre 2011, n. 51019/08, n. 92–101). Il en va de même lors du maintien en détention d'une personne souffrant de troubles mentaux car, notwithstanding les efforts déployés par les autorités pour le prendre en charge, son emprisonnement avait entravé le traitement médical requis par son état psychiatrique (arrêt de la CourEDH dans la cause G. c. France du 23 février 2012, n. 27244/09, n. 80, 82). La justice française a aussi retenu que les conditions de détention à l'«ancien» Centre des Baumettes n'assuraient pas le respect de la dignité humaine (Cour Administrative d'Appel de Marseille, n. 11MA02831 du 15 décembre 2011).

4.2.3.2 Actuellement, selon les données de l'OIP au 1^{er} janvier 2020, le Centre pénitentiaire susmentionné dispose d'une capacité opérationnelle (hommes) de 500 places et d'un nombre total de personnes hébergées s'élevant à 723. La surpopulation carcérale atteint donc 144.6% (<https://oip.org/etablissement/centre-penitentiaire-de-marseille-baumettes/>). Il fait en outre face à des problèmes (infiltrations d'eau, difficultés d'approvisionnement en eau chaude et chauffage) résultant possiblement de la mauvaise qualité des produits utilisés lors de sa construction (<https://oip.org/communiqu/bilan-un-an-apres-louverture-des-baumettes-2-une-prison-low-cost-deja-degradee/>; <https://oip.org/communiqu/pannes-chroniques-de-chauffage-aux-baumettes-ladministration-distribue-des-couvertures/>).

4.3

4.3.1 En Suisse, le Tribunal fédéral a déjà eu à se prononcer sur l'extradition à un des États du premier groupe (v. *supra* consid. 4.1.4). En 2014, il a confirmé la règle selon laquelle l'extradition vers ces pays n'est soumise à aucune condition. En substance, il s'agissait d'une affaire où la Cour de céans avait, suite à la condamnation de l'Italie par la CourEDH pour violation de l'art. 3 CEDH en raison des conditions de détention dans certaines de ses prisons (surpopulation carcérale [v. arrêt de la CourEDH dans la cause Torreggiani et autres c. Italie du 8 janvier 2013, n. 43517/09]) et à l'octroi par les autorités italiennes, dans une précédente affaire auprès de la Cour des plaintes, de garanties diplomatiques spontanées (v. arrêt du Tribunal pénal fédéral RR.2013.229 du 16 octobre 2013 consid. 8.4), conditionné l'octroi de l'extradition à ce pays à l'obtention de garanties selon lesquelles l'extradable purgerait sa peine dans un établissement répondant aux exigences conventionnelles (arrêt du Tribunal pénal fédéral RR.2014.30 du 21 mars 2014 consid. 2.4). La Cour de céans, qui avait accordé l'extradition à l'Italie sous cette réserve, a été désavouée par le Tribunal fédéral qui a relevé que: «[c]ome visto, nei rapporti con Paesi con una provata cultura dello stato di diritto, tra i quali rientra l'Italia, di regola l'estradizione è concessa senza oneri. Certo nella sentenza Torreggiani è stato rilevato che il sovraffollamento carcerario in Italia ha un carattere strutturale e sistemico». Cependant, dans le même arrêt, la Haute Cour avait précisé que le caractère structurel et systémique de la surpopulation carcérale dans le pays en question ne justifiait pas son «déclassement» à la catégorie des États où l'extradition ne peut être accordée que moyennant la remise de garanties; les autorités italiennes s'étant efforcées, dès 2013, à remédier à ce problème, en particulier, par le biais du decreto-legge n. 78 du 1^{er} juillet 2013 (Gazzetta Ufficiale [ci-après: GU] n. 153 du 2 juillet 2013 [en vigueur depuis le 3 juillet 2013]) et du decreto-legge n. 146/2013 du 23 décembre 2013 (GU n. 300 du 23 décembre 2013 [en vigueur depuis le 24 décembre 2013]) qui sera, suite à l'approbation par le Sénat, converti en loi n. 10, (GU n. 43 du 21 février 2014 [en vigueur depuis le 22 février 2014]). Pour mieux protéger les droits fondamentaux des prisonniers, observait la haute Cour fédérale, l'Italie avait, depuis 2013, entrepris diverses mesures afin de réduire de manière contrôlée la surpopulation carcérale, parmi lesquelles la création – auprès du Ministère de la Justice – du Garante nazionale des droits des personnes détenues ou privées de liberté (afin de surveiller les conditions de détention et pouvant, visiter les lieux de détention, adresser des demandes à l'administration ou formuler des recommandations), l'utilisation – en règle générale –, du bracelet électronique lors des arrêts domiciliaires ou de l'assignation à résidence ou encore l'élargissement du champ d'application de l'expulsion comme

mesure alternative à la détention (arrêt du Tribunal fédéral 1C_176/2014 précité consid. 4.3 et 4.4).

4.3.2 Plus récemment, la Cour des plaintes a considéré que la même confiance admise à l'égard de l'Italie devait être octroyée à la Hongrie. Même si la CourEDH avait décidé, à la suite de plusieurs condamnations en raison des dysfonctionnements du système pénitentiaire hongrois, d'appliquer la procédure de l'arrêt pilote – 450 requêtes étaient encore pendantes – (v. arrêt de la CourEDH dans la cause Varga et autres c. Hongrie du 10 mars 2015, n. 14097/12), la Cour de céans a retenu qu'il n'y avait pas d'éléments permettant de considérer que l'État hongrois n'allait pas se conformer aux mesures sollicitées par la CourEDH (arrêt du Tribunal pénal fédéral RR.2016.199 du 29 décembre 2016 consid. 2; v. concernant la Grèce, arrêt du Tribunal pénal fédéral RR.2015.315 du 7 mars 2016 consid. 4).

4.3.3 *A contrario*, s'agissant de la Roumanie, également condamnée à plusieurs reprises en raison des dysfonctionnements de son système carcéral, raison pour laquelle la CourEDH a décidé de lui appliquer la procédure de l'arrêt pilote (v. arrêt de la CourEDH dans la cause Rezmiveş et autres c. Roumanie du 25 avril 2017, n. 61467/12), la Cour des plaintes a considéré, nonobstant sa pratique antérieure – et celle du Tribunal fédéral – tendant à ne pas exiger de l'État roumain des garanties lors des procédures d'extradition, que l'octroi de celles-ci s'avérait nécessaire, car même si les rapports d'organisations internationales faisaient état de progrès dans certains domaines, notamment s'agissant de la réduction de la surpopulation carcérale (l'État s'étant engagé à poursuivre les réformes), les problèmes du système pénitentiaire roumain étaient endémiques. Toutefois, il n'était pas à exclure que son système pénal puisse se conformer au droit international. Dès lors, l'octroi de garanties diplomatiques était suffisant pour limiter le risque que la personne concernée soit traitée de manière contraire à, entre autres, l'art. 3 CEDH (v. arrêt du Tribunal pénal fédéral RR.2019.222 du 9 octobre 2019 consid. 4 et 5.2).

4.4 *In casu*, il n'y a pas lieu de s'écarter de l'approche retenue avec des États comme l'Italie ou la Hongrie (v. *supra* consid. 4.3.1, 4.3.2). Aucun élément ne permet de considérer que l'État français ne prendra pas les mesures nécessaires afin de résorber le problème structurel de surpopulation carcérale auquel il est confronté. La volonté du gouvernement français de se conformer aux standards requis découle, par exemple, des diverses modifications légales ayant pour objectif de simplifier et renforcer l'efficacité des procédures pénales et de favoriser la construction

d'établissements pénitentiaires. Parmi ces réformes, il y a l'insertion de la peine correctionnelle de détention à domicile sous surveillance électronique, la possibilité pour le juge de prononcer à la place d'une peine d'emprisonnement la détention à domicile sous surveillance électronique, l'augmentation de la durée maximale du travail d'intérêt général, l'interdiction d'imposer une peine d'emprisonnement ferme d'une durée inférieure ou égale à un mois ou la simplification du régime de la garde à vue (v. Loi n. 2019-222 précitée). Il convient en outre de rappeler, par surabondance, que le problème de la surpopulation carcérale ne suffit pas – sauf lorsque l'espace à disposition du détenu est inférieur à 3 m² – à admettre l'existence d'une violation de l'art. 3 CEDH. D'autres éléments cumulatifs caractéristiques d'une détention inadéquate comme l'impossibilité d'accéder à l'extérieur, l'absence de services sanitaires ou les mauvais traitements de la part du personnel pénitentiaire doivent également être présents (arrêt du Tribunal pénal fédéral RR.2016.199 précité consid. 2.7 et référence citée).

4.5 Au vu de l'ensemble des éléments qui précèdent, le grief du recourant est rejeté.